

Gouvernance et renforcement des institutions

L'ABC DE L'IDA



L'ABC DE L'IDA : GOUVERNANCE ET RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Une bonne gouvernance et des institutions solides et responsables sont des conditions essentielles pour réduire la pauvreté et influencer sur le développement.

L'Association internationale de développement (IDA) – Fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres – aide à établir les systèmes qui rendent l'aide au développement plus efficace. Elle collabore avec les ministères, agences et départements de l'appareil exécutif des États à la gestion des institutions et des finances publiques. S'agissant des questions plus générales de gouvernance, l'IDA travaille avec les pouvoirs législatifs et judiciaires et avec d'autres institutions à la promotion de l'éthique de responsabilité publique et d'une collaboration plus étroite avec la société.

De ce fait, les pouvoirs publics deviennent plus transparents,

plus comptables de leur action envers le citoyen, moins exposés à la corruption et plus efficaces dans la prestation des services aux populations. Qu'il s'agisse d'un meilleur recouvrement de l'impôt au Pakistan ou d'une plus grande transparence budgétaire au Tchad, un secteur public efficace est synonyme de meilleurs services pour la population et d'une plus grande participation du citoyen.

L'accent que l'IDA met sur la croissance et les capacités à long terme permet d'inscrire les résultats dans la durée et de placer les pays sur une trajectoire d'autofinancement de leur propre développement.

Avec l'aide de l'IDA, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté grâce à des actions dans des domaines tels que la création d'emplois, l'accès à l'eau potable, les écoles, les routes, la nutrition et l'électricité, pour

ne citer qu'eux. Au cours des cinq dernières années, les financements de l'institution ont aidé à vacciner 205 millions d'enfants, à fournir de meilleures sources d'alimentation en eau à 50 millions de personnes et à donner accès à des services de santé à 413 millions d'habitants.

Voyez comment l'IDA aide les pays à bâtir des institutions solides qui permettront d'obtenir des résultats durables. Ne manquez pas non plus de vous rendre sur notre site (ida.worldbank.org/abcs) pour consulter les autres *ABC de l'IDA* qui présentent nos actions dans différents pays, notamment sur les réalisations de l'Association en Afrique, la parité hommes-femmes, le climat, et les pays fragiles ou touchés par un conflit.

Principales réalisations de l'IDA, en chiffres



L'augmentation des recettes collectées par l'État en République centrafricaine 2014-2015



450 000+

Le nombre de Nicaraguayens ayant bénéficié d'une amélioration des services d'enregistrement et de délivrance des titres fonciers 2012-2015



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le Projet d'urgence de restauration des services publics vise à renforcer la capacité à rebâtir le système de versement des salaires des fonctionnaires et les dispositifs connexes de gestion financière mis à mal par la guerre civile. Les recettes collectées ont ainsi augmenté de 50 % entre 2014 et 2015. Cette augmentation des ressources a permis aux autorités de rétablir les fonctions de prestation de services dans le sillage de la guerre civile.

AFGHANISTAN

Entre 2003 et 2015, le Programme de solidarité nationale et 31 partenaires (dont l'IDA) ont travaillé avec des conseils de développement local pour définir et exécuter 86 000 activités de reconstruction et de développement dans des domaines tels que l'approvisionnement en eau et l'assainissement, les routes rurales, l'irrigation, l'électricité, la santé et l'éducation. Ce programme a permis de créer 52 millions de jours de travail pour une main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, et a contribué à la constitution de 33 400 conseils de développement local démocratiquement élus par un vote à bulletin secret dans tout le pays.

Entre 2011 et 2016, cinq administrations afghanes ont adopté des applications pour ordinateurs et téléphones mobiles qui ont permis d'élargir leurs prestations et d'améliorer l'accès aux services publics. En 2015, le projet a également aidé à former 140 agents et responsables publics de l'information intervenant sur des plateformes de prestation de services.

BANGLADESH

Un projet financé par l'IDA a aidé à renforcer l'éthique de responsabilité des collectivités territoriales en appliquant un dispositif efficace et transparent de gestion des finances publiques. En 2015, 59 % des femmes considéraient que les collectivités territoriales traduisaient les priorités locales dans les faits, contre 40 % en 2011. En 2015 également, 78 132 responsables locaux ont été formés à des activités de renforcement des capacités pilotées par la population.

BOLIVIE

Entre 2008 et 2014, 2 891 familles, appartenant pour la plupart à des peuples autochtones, ont accédé à 151 579 hectares de terres pour y mener des activités agricoles et pastorales par le biais d'associations de producteurs, ce qui a aidé à relever de 39 % le revenu moyen des ménages. Les femmes représentaient 38 % des participants aux programmes de formation agricole et administrative, et étaient des membres actifs des conseils d'administration de 74 % des associations créées dans le cadre du projet.

Plus de 16 000 familles sont les bénéficiaires d'un projet grâce auquel des organisations de proximité autogérées facilitent l'accès des petits paysans aux marchés en zone rurale.

BURKINA FASO

À la mi-2012, 9 741 emplois avaient été créés dans le secteur formel et, à la fin de 2014, 70 624 entreprises avaient été enregistrées grâce au guichet unique créé à cette fin.

La création d'une entreprise prend aujourd'hui 3 jours, contre 45 en 2004, et le nombre de jours nécessaires pour obtenir un permis de construire a été ramené à 30 (260 en 2006).

Fin 2014, le guichet unique avait délivré 4 224 permis de construire.

Plus de 56 % des opérations minières à caractère industriel ont fait l'objet d'une inspection de conformité avec les directives environnementales nationales adoptées en 2015, et 63 % de ces opérations ont été soumises à une inspection technique annuelle en 2015, contre 0 % en 2014. La formation à l'application de la législation environnementale

relative aux opérations minières a concerné 304 personnes.

BURUNDI

Le nombre de jours nécessaires à l'obtention d'un permis de construire a été ramené de 137 en 2012 à 99 en 2013, grâce à la création d'un guichet unique.

CAMBODGE

Entre 2011 et 2015, 5 487 agents du ministère de l'Éducation ont suivi des formations qui visaient à renforcer les capacités dans les domaines de la gestion, de l'évaluation, de la délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur et de la gestion financière.

CAMEROUN

Le nombre de jours nécessaires pour obtenir des droits d'exploitation du sous-sol a été ramené de 11 jours en 2013 à 5 jours en 2015. Le projet a aidé à moderniser la gestion des titres miniers dans les administrations compétentes et à mettre en place un site web (www.mines-cameroun.cm) pour accroître la transparence du secteur minier au Cameroun.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le Projet d'urgence de restauration des services publics vise à renforcer la capacité à rebâtir le système de versement des salaires des fonctionnaires et les dispositifs connexes de gestion financière mis à mal par la guerre civile. Les recettes collectées ont ainsi augmenté de 50 % entre 2014 et 2015. Cette augmentation des ressources a permis aux autorités de rétablir les fonctions de prestation de services dans le sillage de la guerre civile.

TCHAD

En 2014, le système de dépenses publiques avait été totalement informatisé et 17 administrations étaient connectées au ministère des Finances, qui peut désormais établir instantanément des rapports sur l'exécution du budget. Toutes les données budgétaires de la période 2012-2016 sont aujourd'hui accessibles au public sur le web (www.pamfip.org).

GHANA

En 2015, 1 324 séries de données ont été rendues publiques sur le site du Gouvernement ghanéen, contre 100 en 2013.

GRENADE

Des réformes du cadre réglementaire ont aidé le pays à accroître ses revenus du tourisme d'environ 35 % entre 2013 et 2014.

GUINÉE

En 2015, 50 % des mines du pays se sont conformées aux contrôles budgétaires prévus par les règles en vigueur, contre 0 % en 2012. Pendant cette même année, 43 % des activités minières ont fait l'objet de visites de suivi de l'environnement, contre 0 % en 2012. Le délai d'obtention d'un permis d'exploitation qui était de 60 jours en 2012 a été ramené à 30 en 2015.

HONDURAS

Le Honduras a amélioré sa note sur l'Indice de transparence du budget établi par Transparency International, passant de 11 en 2011 à 42 (sur 100) en 2015. Cette amélioration traduit la volonté des autorités de mettre davantage de données budgétaires à la disposition du public.



KENYA

Le logiciel *MajiVoice* permet aux usagers des services de distribution d'eau de réagir en temps réel, soit en ligne soit par texto. Cet outil a aidé la plus grande entreprise de services publics de distribution du pays à porter de 46 à 94 % son taux de prise en compte des réclamations et à diviser par deux le temps nécessaire pour résoudre les problèmes.

KENYA

Le logiciel *MajiVoice* permet aux usagers des services de distribution d'eau de réagir en temps réel, soit en ligne soit par texto. Cet outil a aidé la plus grande entreprise de services publics de distribution du pays à porter de 46 à 94 % son taux de prise en compte des réclamations et à diviser par deux le temps nécessaire pour résoudre les problèmes.

KOSOVO

De 2008 à 2015, le nombre de jours nécessaires pour faire enregistrer l'achat ou la vente d'une propriété a été ramené de 30 à 10 grâce à un projet visant à régulariser le mode d'occupation des sols et à développer le marché de l'immobilier alors que le pays sortait d'un conflit.

RDP LAO

En 2015, 1 321 km² de forêt répondaient aux normes de gestion forestière fixées par le Forest Stewardship Council (FSC), contre 806 km² en 2013. Grâce à un smartphone, utilisé comme outil d'investigation pour signaler les cas de non-respect de la législation forestière, le nombre

d'infractions a été ramené de 744 en 2013 à 390 en 2015.

De 2010 à 2015, 32 % des visites d'inspection des opérations de prospection et d'extraction minières se sont appuyées sur des procédures et des systèmes plus rigoureux, conformes aux normes internationales. En 2015, 1 631 agents de la fonction publique ont suivi une formation dans les domaines de la gestion des contrats, de l'analyse financière, de la comptabilité et de la gestion environnementale et sociale. Six nouveaux textes réglementant le secteur minier ont également été approuvés.

LESOTHO

En 2014 et 2015, 28 616 personnes ont bénéficié d'un projet qui visait à améliorer le cadre d'activité économique du pays, à accroître l'accès au crédit et à diversifier l'économie nationale en développant un certain nombre de secteurs autres que le textile.

Entre 2013 et 2015, 100 organisations non gouvernementales ont reçu une formation dans deux des cinq domaines prioritaires liés à la lutte contre l'épidémie de VIH dans le pays.

MALAWI

En 2015, toutes les opérations minières avaient été soumises à un processus d'écocertification, contre 50 % en 2012. Un dispositif uniforme de redevances, de taxes et de réglementation avait été mis en place. À la fin de cette même année, un nouveau manuel de la fiscalité minière et un nouveau modèle de gestion des revenus dans le secteur minier avaient été élaborés et étaient utilisés.

MALI

Entre 2011 et 2015, la perception que la population avait de la gestion des affaires par les collectivités locales s'est améliorée de 48 %. En 2015, toutes les collectivités locales de zones urbaines satisfaisaient aux conditions minima d'octroi des subventions basées sur les résultats.

MAURITANIE

Entre 2012 et 2014, le taux de recouvrement de l'impôt s'est amélioré de près de 50 % grâce à des réformes de la gestion des finances publiques.

MOLDOVA

Le nombre de jours nécessaires au traitement des demandes soumises dans le cadre du

programme d'assistance sociale, qui était de 30 jours en 2010, a été ramené à 8,4 jours en 2015, grâce à l'utilisation d'un système de gestion intégrée en ligne.

Entre 2011 et 2015, un projet visant à moderniser les services publics moldaves a aidé à lancer M-Cloud, un réseau informatique dématérialisé qui a permis à 35 des institutions publiques du pays de placer 112 systèmes d'information sur cet espace. Le même projet a aidé à mettre en place un portail public de données ouvertes hébergeant plus de 800 séries de données et un portail de dématérialisation des services publics. Plus de 2 200 fonctionnaires et autres agents de l'État ont suivi une formation à l'administration électronique dans le cadre de ce projet.

MONGOLIE

De 2011 à 2015, un projet d'assistance technique a aidé le pays à faire adopter des lois relatives à la comptabilité et aux audits pour se conformer aux normes internationales en la matière. Il a aussi permis de rassembler des statistiques et de constituer une base de données pour veiller à ce que les ménages les plus pauvres bénéficient

en priorité des services et des subventions de l'État. Le projet a également aidé à accroître la transparence des marchés publics, tous les plans de passation des marchés, les appels d'offres et les attributions de marchés étant désormais placés sur le site web de l'administration compétente.

NÉPAL

Le Gouvernement népalais a présenté un budget soucieux de l'égalité des sexes : les crédits affectés à des activités profitant directement aux femmes sont en constante augmentation et représentaient 19 % du budget national en 2015.

NICARAGUA

Entre 2012 et 2015, 458 557 personnes, dont plus de la moitié de femmes, ont bénéficié d'un projet visant à renforcer les droits de propriété grâce à l'amélioration des services d'enregistrement et de délivrance des titres fonciers. Plus de 42 000 familles ont reçu des documents juridiques établissant leurs droits de propriété.

NIGÉRIA

Le nombre de marchés publics attribués par appel d'offres, qui



MAURITANIE

Entre 2012 et 2014, le taux de recouvrement de l'impôt s'est amélioré de près de 50 % grâce à des réformes de la gestion des finances publiques.

n'était que de 20 % en 2009, avait augmenté de 85 % en 2015.

De 2009 à 2015, huit états du pays ont adopté un cadre juridique révisé pour les autorisations de paiement, et sept états ont adopté une législation et établi un organe de régulation pour la gestion des marchés publics.

PAKISTAN

Entre 2009 et 2015, 25,7 millions de Pakistanais ont bénéficié d'un programme de protection sociale. Entre 2009 et 2014, les prestations assurées ont dépassé 2,9 milliards de dollars, qui ont été transférés par carte de débit, téléphone mobile et smartphone. Le programme a également permis la constitution d'une base de données de plus de 27 millions de ménages pour veiller à ce que les prestations profitent aux plus pauvres.

Dans la province du Sindh, le produit de l'impôt est passé de 34 milliards de PKR pendant l'exercice 13 à 42 milliards de PKR lors de l'exercice 14.

Les administrations de la province du Punjab ont rendu leur gestion plus transparente en publiant régulièrement et librement leurs données sur 76 sites créés entre

2013 et 2016. Elles ont également enregistré 170 000 appels d'utilisateurs au sujet de services essentiels en 2016, contre 50 000 en 2013. En 2016, le suivi de 216 services – centres de soins, services vétérinaires, présence des élèves, notamment – avait été assuré à l'aide d'appareils mobiles.

RWANDA

Entre 2012 et 2015, les statisticiens des 30 districts du pays ont suivi une formation à l'utilisation d'un logiciel en ligne de gestion des registres et des statistiques de l'état civil. À la fin de l'année 2015, les Archives électroniques nationales étaient totalement opérationnelles, ce qui permettait aux usagers d'accéder aux données des trois principales enquêtes sur le niveau de vie des ménages et de télécharger cette information.

SIERRA LEONE

Dans le secteur de la pêche, les recettes publiques sont passées de 900 000 dollars en 2008 à 3,8 millions de dollars en 2013, soit une augmentation de 322 % sur cinq ans, grâce à un programme visant à freiner la pêche illégale et à créer des réserves de pêche artisanale.



PAKISTAN

Entre 2009 et 2015, 25,7 millions de Pakistanais ont bénéficié d'un programme de protection sociale. Entre 2009 et 2014, les prestations assurées ont dépassé 2,9 milliards de dollars, qui ont été transférés par carte de débit, téléphone mobile et smartphone. Le programme a également permis la constitution d'une base de données de plus de 27 millions de ménages pour veiller à ce que les prestations profitent aux plus pauvres.

TADJIKISTAN

En 2015, 37 % des étudiants de l'enseignement supérieur étaient des femmes, contre 28 % en 2013. Le nombre de femmes inscrites à l'examen national d'entrée dans les universités a également augmenté de 24 % entre 2013 et 2014.

TANZANIE

En 2014 et 2015, un projet financé par l'IDA a aidé le pays à promulguer la loi relative aux statistiques, ce qui a donné au Bureau national de la statistique un mandat plus solide pour coordonner et diriger le système statistique officiel du pays.

UGANDA

Le temps nécessaire à l'enregistrement d'une propriété a été ramené de 225 en 2006 à 52 jours en 2013; le délai d'enregistrement d'une entreprise a aussi considérablement diminué, passant de 135 à 2 pendant la même période.

Dans le cadre du projet de réseau de laboratoires de santé publique en Afrique de l'Est, le laboratoire national de référence pour la tuberculose a obtenu la plus haute certification ISO qui en fait l'un des deux prestigieux laboratoires supranationaux de référence de l'OMS sur le continent.

OUZBÉKISTAN

Entre 2011 et 2015, 7 406 docteurs et 22 086 infirmiers ont suivi une formation dans le cadre d'un projet d'amélioration des systèmes de santé en Ouzbékistan.



CAMBODGE

Entre 2011 et 2015, **5 487** agents du ministère de l'Éducation ont suivi des formations qui visaient à renforcer les capacités dans les domaines de la gestion, de l'évaluation, de la délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur et de la gestion financière.



SIERRA LEONE

Dans le secteur de la pêche, les recettes publiques sont passées de 900 000 dollars en 2008 à 3,8 millions de dollars en 2013, soit une augmentation de 322 % sur cinq ans, grâce à un programme visant à freiner la pêche illégale et à créer des réserves de pêche artisanale.

Banque mondiale

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433 États-Unis d'Amérique

ida.worldbank.org

[Facebook.com/IDA.wbg](https://www.facebook.com/IDA.wbg)

[Twitter.com/WBG_Fin4Dev](https://twitter.com/WBG_Fin4Dev)

[YouTube.com/WorldBank](https://www.youtube.com/WorldBank)



Fonds de la Banque mondiale
pour les pays les plus pauvres
GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE